Le chancelier autrichien Sebastian Kurz, futur allié de Macron en Europe de l'Est ? C'est à Paris qu'il va a effectuer son premier déplacement à l'étranger de l'année

04/01/2018 à 14h17

C'est à Paris que Sebastian Kurz va effectuer, le 12 janvier, son premier déplacement à l'étranger de l'année. Son porte-parole vient de l'annoncer. Le nouveau chancelier autrichien rencontrera Emmanuel Macron à l'Elysée, avant Angela Merkel à Berlin, quelques jours plus tard. Pour Vienne, ces deux visites, après un voyage officiel à Bruxelles, au lendemain de la formation de son gouvernement, le 18 décembre, est *"le signal clair d'une attitude pro-européenne*".

Le Vieux Continent attend avec curiosité les premiers pas de Sebastian Kurz. Non seulement parce qu'il est, à 31 ans, le plus jeune dirigeant au monde, après avoir été, au cours des quatre dernières années, le benjamin des affaires étrangères de la planète, mais surtout parce qu'il dirige une coalition formée avec l'extrême droite, qu'à Vienne on appelle pudiquement *"populiste de droite"*. Six portefeuilles-clé, dont l'Intérieur, la Défense et les Affaires étrangères, sont aux mains du FPÖ, le Parti de la liberté, dirigé naguère par le sulfureux Jörg Haider.

En 2000 déjà, Vienne avait présenté un gouvernement avec cette formation et avait été boycottée. Ambassadeur de France en

Autriche de 2012 à 2014, Stephane Gompertz rappelle : “*Quand Wolfgang Schüssel constitua sa coalition ‘bleu-noir’, les quatorze autres Etats européens prirent des mesures de rétorsion, comme la suspension des contacts officiels avec le gouvernement autrichien ou l’absence de soutien aux candidatures autrichiennes dans les organisations internationales*”. Or, poursuit le diplomate, “*les sanctions ont plutôt fait le jeu de l’extrême droite qui s’est posée en victime. Mais c’était une erreur d’étendre le boycott à tout l’establishment politique autrichien*”.

Aujourd’hui, même s’il y a eu des manifestations contre l’extrême-droite à Vienne et quelques protestations véhémentes comme un tweet de l’ex-premier ministre Jean-Marc Ayrault ou une tribune publiée dans *Le Monde* par les époux Klarsfeld et Bernard Kouchner, l’heure n’est plus à la mise à l’index de l’Autriche. Et pour cause : les extrêmes, de droite et de gauche, se sont imposées sur la scène politique dans toute l’Europe, et certains pays, comme la Pologne ou la Hongrie, sont aujourd’hui menés par des gouvernements si nationalistes et autoritaires, que Bruxelles tente avant tout d’éviter un éclatement Est-Ouest du Vieux Continent. (…)

www.challenges.fr